Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Confederation

Seul le texte prononcé fait foi
Check against delivery

72ème session de l'Assemblée générale des Nations Unies

Point 27 de l'ordre du jour

Développement social

Social Development

New York, le 2 / 3 octobre 2017

Déclaration de la Suisse

Monsieur le Président,

Sous le point de l'agenda du « développement social », nous débattons régulièrement des sujets de pauvreté, d'intégration sociale et d'encouragement de l'emploi productif, mais aussi de la famille, de la jeunesse et du vieillissement. Souvent dans le cadre de cette enceinte, nous rappelons nos précédentes activités, qui illustrent l'attachement de notre pays aux engagements pris au niveau international. La Suisse poursuivra cet engagement sans relâche. Néanmoins, cette année, notre délégation se propose de considérer l'effectivité des mesures de politique sociale que nous prenons, dans l'espoir que cette nouvelle approche contribue à dynamiser les travaux de nos commissions spécialisées.

Actuellement, de profondes disparités persistent à travers le monde dans l'accès à la santé, à l'éducation et aux moyens de production. Et nous sommes encore loin d'avoir éradiqué la pauvreté, y compris dans les pays industrialisés. Les femmes et les filles continuent d'être victimes de discriminations parfois très graves. Quant aux personnes âgées, elles ont un accès inégal à leurs droits et 168 millions d'enfants continuent à travailler à travers le monde.

Bien sûr, il y a des signes d'amélioration. Et les dispositifs de protection sociale n'y sont pas étrangers. La plupart des pays sont dotés d'une législation en la matière et garantissent des prestations. On peut réclamer celles-ci, quitte à saisir les autorités. Pourtant, les bénéficiaires ne font pas toujours valoir leurs droits. Pourquoi ? C'est un problème d'accès, connu au plan international. Plusieurs cantons s'interrogent en Suisse sur l'accessibilité de leurs services. Au plan fédéral, nous

Mission permanente de la Suisse auprès des Nations Unies
Permanent Mission of Switzerland to the United Nations
633 Third Avenue, 29th floor, New York, NY 10017-6706
Tél. +1 212 286 1540, Fax +1 212 286 1555, www.dfae.admin.ch/missny

faisons un effort pour mieux informer. Mais il ne suffit pas de savoir qu'une prestation existe pour la réclamer.

Nos gouvernements doivent faciliter l'accès aux prestations. Cela implique d'avoir des institutions efficaces, responsables, ouvertes et accessibles à tous, comme nous y invite le seizième objectif du de l'Agenda 2030. Quelle que soit l'excellence de notre système social ou la sincérité de nos intentions, *chacun* doit avoir *effectivement* accès à ses droits. C'est valable en matière sociale et d'emploi comme dans d'autres domaines. C'est à cela *aussi* que se mesure le caractère inclusif d'une société. Nous devons y être attentifs pour que nos engagements soient crédibles.

Merci Monsieur le Président. Maintenant je vais passer la parole à la déléguée de la jeunesse.

Youthrep Sabine Fankhauser :

Monsieur le Président,

Durant mon mandat de délégué de la jeunesse suisse, j'ai sillonné mon pays pour rencontrer des jeunes d'horizons divers, avec des expériences et points de vue différents. Mon objectif était de recueillir leurs préoccupations, idées et interrogations et de dégager un dénominateur commun valable pour chacun d'entre eux. Comme vous pouvez l'imaginer, ce n'est pas facile.

Je pourrais maintenant vous parler de la question de la réussite de l'intégration des migrants, en particulier des enfants et des jeunes, dans la société, ou encore de la question des droits des femmes et de l'égalité des sexes, et des progrès qu'il reste encore à faire dans ces domaines. Je pourrais aussi évoquer l'importance d'une éducation de qualité pour le développement durable.

Le temps qui m'est imparti étant toutefois limité, j'ai décidé de me concentrer sur la question de l'inclusion sociale, une thématique pouvant englober les idées et préoccupations de nombreux jeunes Suisses. L'inclusion sociale est le sujet du rapport sur la situation sociale dans le monde 2016. Ce document met l'accent sur la nécessité d'inclure chaque personne dans la vie sociale, économique et culturelle pour lui donner la possibilité de jouer un rôle actif dans la société et ne laisser personne de côté.

Les activités extrascolaires telles que le scoutisme, les organisations de jeunesse et les sections jeunes des partis politiques sont essentielles pour faire de la cohésion et de l'inclusion sociales une réalité. Les initiatives et les organisations qui favorisent l'intégration de minorités doivent donc être encouragées. Si les gouvernements et autres institutions créent le cadre légal, économique et politique propice à l'inclusion sociale, le reste est l'affaire de chacun d'entre nous. Notre monde a besoin d'un regard nouveau et les jeunes sont d'importants vecteurs de changement. Mais chacun devrait, en premier lieu, s'intéresser à son propre comportement. Ce qui m'inquiète particulièrement, c'est l'attitude adoptée par les individus et dirigeants envers les minorités marginalisées et leur

inclusion dans la société. Au lieu de les marginaliser, nous devrions considérer ces minorités comme des acteurs du changement. Cultiver l'ouverture d'esprit et la tolérance envers les personnes issues d'horizons différents, n'ayant pas les mêmes origines ethniques ni les mêmes opinions, contribue à rendre notre monde plus inclusif.

L'inclusion sociale de chaque individu, fruit de la tolérance et de l'ouverture d'esprit, est le fondement de toute société pacifique. Et la paix dans le monde n'est-elle pas notre objectif à tous ?

Je vous remercie.

Unofficial translation

Mr President,

Under the agenda item 'social development', we regularly discuss the issues of poverty, social integration and the promotion of productive employment, as well as questions relating to the family, youth and ageing. Often in these debates, we demonstrate the commitment of our country to the international pledges it has made by citing our previous undertakings. Our country will continue to work tirelessly to honour these commitments. This year, however, our delegation would like to consider the effectiveness of our social policy measures, in the hope that this new perspective will help galvanise the work of our specialised committees.

Across the world, deep disparities persist in access to healthcare, education and means of production. We are still a long way from achieving our target of eradicating poverty, even in industrialised countries. Women and girls continue to suffer from discrimination, and often in its more extreme forms. When it comes to the rights of older persons, access remains unequal, while 168 million children worldwide still find themselves trapped in child labour.

Nevertheless, there are also signs that the situation is improving. Take social protection schemes, for example. Most countries have passed legislation on the matter and guarantee social benefits. To claim them, though, one must first apply to the authorities. Yet, not everyone who is eligible for these benefits asserts their rights to them. Why is that? It is a problem of access that is encountered all over the world. In Switzerland a number of cantons are questioning the accessibility of their services. At the federal level too, action is being taken to ensure that the public is better informed. Nonetheless, it is not enough to be aware of benefits in order to claim them

Our governments must therefore take steps to make it easier to access such benefits. This will require effective, accountable, open and inclusive institutions, which is precisely what the 16th Sustainable

Development Goal calls on all of us to achieve by 2030. No matter how excellent our social security system is or how sincere our intentions are, the fact remains that each and every person must have effective access to his or her rights. This holds equally true for social and employment rights as for rights in other spheres. Effective access to rights is also a measure of the inclusiveness of our society. Failure to give this issue the attention it deserves will only serve to undermine the credibility of our commitments.

Thank you, Mr President. I will give the floor now to the youth delegate.

Youthrep Sabine Fankhauser:

Mr. President
During my mandate as a Swiss Youth Delegate I travelled throughout Switzerland in order to talk to many young people of various backgrounds and with a variety of experiences, and views. My goal was to bundle their concerns, ideas and questions and to find one common denominator that counts for every young person. As you can imagine, this is not an easytask.

I could now speak about the issue of a proper integration of migrants into society and in particular of children and youngsters, or on the topic of women's rights and gender inequality and the progresses still needed. Or should I discuss the importance of quality education as a key to sustainable development?

The issues are many, but my time is limited. I thus want to address the topic of social inclusion that can serve as an umbrella term for all the ideas and concerns of a lot of young Swiss people. Social inclusion is discussed in the report on the World Social Situation 2016. This report highlights that all people should be included in social, cultural and economic life. A society should be inclusive, enable everyone to play an active role in it and leave no one behind.

Extracurricular activities such as scout movements, youth organisations and youth political parties are crucial to achieve social cohesion and inclusion. Initiatives and organisations supporting the integration of minorities should therefore be encouraged. In achieving social inclusion, governments and other institutions provide the legal, economic and political frameworks, however the rest starts within every single one of us. Our world needs a rethink and young people are important to start and implement changes. Everyone should first of all focus on its very own attitude. A particular concern to me is the attitude of individuals and leaders towards marginalized minorities and their inclusion into society. We should all acknowledge them as agents of change. An open-minded and tolerant mind-set towards people with different backgrounds, ethnicities and opinions will activate people to participate in making our world a more inclusive one.

The social inclusion of every single person achieved through tolerance and open-mindedness is key to establishing a peaceful society. And is it not a world in peace that we all wish for?

I thank you, Mr. President.